

Le nouveau visage de la grosse ferme d'à côté

La première ministre de l'Ontario, Kathleen Wynne, en visite dans une entreprise agroalimentaire.

Par Nicolas Mesly

Aux prises avec un énorme déficit budgétaire, la première ministre de l'Ontario, Kathleen Wynne, mise sur le secteur agroalimentaire comme principal moteur économique de la province, plus encore que sur les secteurs traditionnels de l'automobile, de l'énergie ou de l'aérospatiale.

L'Ontario a une agriculture semblable à celle du Québec, à l'exception de la production horticole, la plus importante au pays. Car son jardin, plus grand, est situé plus au sud. L'importation de nouveaux légumes exotiques pour satisfaire la forte demande asiatique du grand Toronto ajoute au déficit agricole commercial de la province. Certains immigrants d'origine chinoise ou indienne grossissent les rangs des producteurs ontariens pour produire localement okras ou aubergines. En même temps, les multinationales Heinz et Kellogg quittent la province, laissant des centaines de travailleurs sur le pavé. C'est dans ce contexte que la première ministre de la province, Kathleen Wynne, a mis au défi les agriculteurs et les transformateurs de créer 120 000 nouveaux emplois et de réduire l'actuel déficit commercial agroalimentaire, qui est de plus de 9 milliards\$ par an, d'ici 2020. Peut-elle tenir son pari? En entrevue exclusive, son ministre de l'Agriculture, Jeff Leal, explique l'ADN de la stratégie agricole ontarienne, très axée sur le secteur horticole, et qui inclut... le Québec!

Okras et aubergines pour conquérir les palais du monde

«Nous avons fait venir 800 variétés de semences de légumes des quatre coins de la planète pour évaluer leur potentiel», explique le Pr Michael Brownbridge, responsable du programme de développement des produits agricoles du monde au Centre de recherche et d'innovation de Vineland (CRIV). Situé dans la région de Niagara, au sud de l'Ontario, le CRIV est au cœur de la stratégie de la production horticole ontarienne, la plus importante au Canada, avec un chiffre d'affaires de 2,2 milliards\$.

Le Pr Brownbridge n'a retenu qu'une vingtaine de variétés pour les quatre légumes importés et testés au centre : l'okra, l'aubergine, le haricot asperge et l'amarante comestible. «Il faut vérifier quelle variété pousse le mieux en Ontario, quelle variété offre le meilleur rendement et, enfin, quelle variété offre la meilleure rentabilité pour les producteurs», poursuit-il.

Les importations de légumes au Marché des produits alimentaires de l'Ontario (MPO), sorte de Bourse des fruits et légumes située à Toronto, se chiffrent à 80 millions\$ par mois, dont une très grande partie pour satisfaire la demande d'origine chinoise, indienne ou pakistanaise. Pour le moment, l'attention du chercheur se concentre sur deux légumes prometteurs : l'okra et l'aubergine. Selon Statistique Canada, depuis 2008, la consommation d'okra a bondi de 55 % et celle d'aubergine de 27 %. Si on remplaçait les importations annuelles de ces deux légumes par une production locale, le chercheur évalue le potentiel de production à près de 10 000 tm d'aubergines cultivées sur 400 ha de terre et de 5600 tm d'okras cultivés sur 1200 ha de terre. Selon une étude américaine, les profits sur les coûts variables ont été de 3950\$ l'hectare pour l'aubergine et de 3460\$ pour l'okra, soit des cultures beaucoup plus rentables que le maïs sucré ou les pommes de terre. Le Pr Brownbridge travaille avec une poignée de

producteurs pour voir comment se comportent ces nouvelles productions. Et il compte établir un partenariat prochainement avec des semenciers pour distribuer les variétés les plus prometteuses.

LES DÉFIS DU CHAMP AU PALAIS

Jason Verkaik, producteur de légumes et de fruits de troisième génération, exploite la ferme familiale de 125 ha à Bradford, au nord de Toronto. Il approvisionne déjà Sobeys en carottes et en oignons, le MPAO et diverses entreprises du secteur alimentaire. Pour ce producteur d'origine néerlandaise, «les nouveaux légumes du monde» ne sont pas réellement une nouveauté.



L'okra, ou gommo, est grandement consommé en Asie et en Afrique. Vineland mise aussi sur les aubergines pour conquérir les palais du monde.

PHOTO : CRIV DE VINELAND, ONTARIO

Depuis 25 ans, l'immigration d'origine indienne a complètement transformé le visage d'une ville voisine, Brampton, qui compte aujourd'hui plus d'un demi-million d'habitants. Un des employés du producteur, Gourmet Singh, lui a suggéré d'approvisionner ce marché en lui fournissant des semences rapportées par ces nouveaux immigrants. Ceux-ci ont le pouce vert et possèdent tous un petit jardin dans leur pays d'origine. Mais sélectionner les meilleures semences selon



Les communautés chinoise, indienne et pakistanaise ont fait bondir de 27 % la demande pour l'aubergine depuis 2008.

la couleur et la taille d'une carotte est très loin de garantir un succès commercial. « Je croyais avoir les plus belles carottes du monde, mais le goût n'y était pas, dit Verkaik. Je n'aurais même pas pu les donner! C'est la plus grande leçon que j'aie apprise : il faut comprendre l'autre culture pour pouvoir répondre correctement à ses attentes. » Dans la culture indienne, les carottes servent à concocter de nombreuses salades ou hors-d'œuvre épicés, souvent servis avec du yogourt, entre autres durant les cérémonies de mariage.

« Le goût est capital », renchérit le P^r Brownbridge, dont le travail englobe des dégustations faites par des groupes témoins issus des diverses communautés culturelles du grand Toronto. Outre ce feu vert crucial de la part des consommateurs, les producteurs doivent faire face à plusieurs défis dans le champ même. Planter des aubergines ou de l'okra ne nécessite pas de nouvelle machinerie, ce qui est un avantage. Le hic, c'est que ces légumes sont fragiles. Ils requièrent beaucoup de main-d'œuvre, car leur récolte doit être faite à la main et ne peut être mécanisée. De plus, quand on n'a pas grandi avec ces productions, quel est le meilleur moment pour les récolter, quand on sait qu'à quelques jours près la taille, le goût ou la couleur peuvent être altérés? Et sur le plan agronomique, les molécules pour protéger la croissance de ces nouvelles récoltes ne sont souvent pas encore homologuées.

Shirley Mo, elle, n'a aucun problème pour cultiver et récolter des aubergines chinoises. Originaires de la province du Guangdong, dans l'Empire du Milieu, la productrice et son mari se sont établis à Simcoe, au sud de l'Ontario, en 1990, en achetant quelque 16 ha. Incapable d'acheter de la nouvelle terre à cause de son prix exorbitant, le couple loue aujourd'hui environ 4 ha pour répondre à la demande. Mais c'est la hausse du salaire minimum de 10,25 \$ à 11 \$, décrétée par le gouvernement ontarien en juin dernier, qui fait très mal aux entreprises horticoles.

UN ENGAGEMENT DE LA PART DES GRANDES CHAÎNES D'ALIMENTATION ?

Jason Verkaik emploie 35 personnes pour faire tourner ses deux usines d'emballage de légumes. « Contrairement à d'autres secteurs, on ne peut pas refiler cette hausse de salaire aux

consommateurs. Les chaînes d'alimentation peuvent s'approvisionner ailleurs dans le monde à moindres coûts », souligne le producteur, qui voit fondre ses minces marges de profit. Et M^{me} Mo, elle, recrute cinq travailleurs saisonniers en provenance du Mexique pour faire tourner son entreprise. « Le gouvernement devrait fermer les frontières durant notre saison de récolte pour empêcher les grandes chaînes d'importer les mêmes légumes à moindre prix », renchérit-elle. La productrice dit perdre plusieurs milliers de dollars cette année, parce que la boîte d'aubergines chinoises se vend 70 ¢ la livre, comparativement à 1 \$ la livre la saison dernière.

La vente et la distribution de ces nouveaux légumes produits localement posent un immense défi. « Je me suis prouvé que je peux faire pousser de l'okra et des aubergines, mais j'en ai tellement produit il y a deux ans que Loblaw et Sobeys n'ont pas pris la moitié de ma récolte, ajoute Jason Verkaik. J'ai perdu de l'argent. » Selon le maraîcher, ces grands acteurs devront s'engager auprès des producteurs ontariens en limitant leurs importations pour graduellement faire place à plus de production locale.

L'intérêt des grands détaillants alimentaires pour les nouveaux légumes du monde est bien présent. En juillet dernier, Loblaw a acheté le plus grand détaillant alimentaire asiatique, T&T, qui possède 17 magasins en Colombie-Britannique, en Alberta et en Ontario ainsi qu'un centre de distribution dans cette dernière province, rapporte la CBC. Reste à voir jusqu'où la pression des consommateurs ontariens pour l'achat local changera les modes d'approvisionnement.

De son côté, le P^r Brownbridge cherche à susciter un intérêt au Québec pour la production de ces nouveaux légumes en travaillant avec le Conseil québécois de l'horticulture. Jason Verkaik, quant à lui, y va d'un conseil à ses pairs : il faut commencer ces nouvelles cultures en cultivant d'abord un petit jardin d'environ 0,2 ha (0,5 acre) pour s'y familiariser, avant de faire le bond à une superficie de 3 à 4 ha.

L'ambition californienne de l'Ontario



L'Ontario compte sur son abondance d'eau pour perpétuer sa production maraîchère.

PHOTO : INGMAGE.COM

Avec plus de 3000 entreprises et un chiffre d'affaires qui frise les 40 milliards \$ – presque deux fois plus important que celui du Québec –, le secteur de la transformation alimentaire ontarien est directement interpellé par la première ministre de l'Ontario, Kathleen Wynne. Celle-ci invite le milieu à créer 120 000 emplois et à générer des revenus de 54 milliards \$ d'ici 2020. « Soixante-cinq pour cent de la production agricole ontarienne est transformée dans la province. Nous devons augmenter ce pourcentage tout en exportant plus de produits transformés au lieu de simples produits de base », explique Steve Peters, directeur général de l'Alliance of Ontario Food Processors. La recette du succès, selon M. Peters, passe entre autres par un renforcement du développement de filières des producteurs aux transformateurs. Les producteurs ontariens fournissent plus de 200 produits aux usines de transformation ontariennes.

DES MULTINATIONALES QUITTENT L'ONTARIO

Au cours de la dernière année, la province voisine a été frappée par une série de fermeture d'usines de multinationales, telles celles de Heinz et de Kellogg, ce qui a mis des centaines d'employés sur le pavé. Quelques entreprises du secteur de la transformation de viande porcine ont aussi mis la clé sous la porte. « Les usines de Heinz et de Kellogg étaient âgées respectivement d'une centaine d'années et de 90 ans, et elles n'avaient pas bénéficié des investissements nécessaires pour assurer leur continuité », dit Steve Peters. Ce dernier tient à rappeler que les membres de l'Alliance ne sont pas tous des multinationales, mais en majorité des PME, comme au Québec.

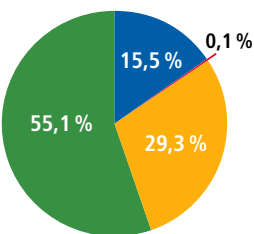
Par contre, indique le directeur général, il faudra comprendre les raisons de ces récentes fermetures, liées aussi, selon lui, aux coûts de l'énergie (gaz naturel) et de l'eau, deux onéreux postes de production du secteur de la transformation alimentaire. Selon M. Peters, Queen's Park devra trouver des solutions pour diminuer ces coûts afin de favoriser l'atteinte de ses objectifs.

M. Peters voit dans le visage changeant de la province, dû à l'immigration en provenance d'Asie (Chine, Inde, Pakistan, Philippines), une occasion favorable au développement de filières. « On doit travailler sur une stratégie pour remplacer les importations et réduire le déficit agroalimentaire », dit-il. John Kelly, vice-président directeur de l'Ontario Fruit and Vegetable Growers' Association, abonde dans le même sens : « J'ai vu un superbe paquet d'okras surgelés individuellement dans une chaîne d'épicerie. Il provenait de l'Inde. Il n'y a aucune raison pour ne pas produire ce légume en Ontario! »

DU NUTELLA ENTièrement FABRIQUÉ EN ONTARIO !

Si certaines multinationales délaissent la province, d'autres y trouvent un climat d'affaires propice. M. Kelly dit travailler, entre

L'Ontario produit les deux tiers de la production de maïs au pays (le Québec, 27 %). Voici son utilisation.



0,1 % : Semences
15,5 % : Exportation
29,3 % : Éthanol
55,1 % : Consommation humaine et animale

Source : MAAARO

Pour en savoir plus :

- Sur les défis lancés par la première ministre Kathleen Wynne au secteur agroalimentaire : <http://goo.gl/e5A23y>
- Sur le programme d'achat local Ontario, terre nourricière : www.ontario.ca/fr/terre-nourriciere/ontario-terre-nourriciere
- Sur le Centre de recherche et d'innovation de Vineland (CRIV) : www.vinelandresearch.com/Default.asp?id=1&l=1

autres, à l'implantation d'une filière de production de noisettes pour approvisionner Ferrero. Construite il y a sept ans à Brantford, pour un coût de 400 millions \$, l'usine de la multinationale italienne du chocolat aux noisettes emploie 1700 personnes. L'entreprise importe toutes ses avelines de la Turquie (le plus gros producteur mondial), de l'Oregon, de l'Italie et du Chili. Pour approvisionner l'usine, explique M. Kelly, il faut résoudre trois problèmes : 1) trouver des variétés résistantes à la brûlure orientale du noisetier, une maladie dévastatrice causée par un petit champignon; 2) trouver des variétés résistantes au froid; et enfin, 3) trouver des noisettes dont le goût et le profil chimique répondent aux besoins de l'entreprise.

Après plusieurs années d'essais, ces variétés sont maintenant disponibles. Et l'Ontario Hazelnuts Association a été mise sur pied l'année dernière. Elle regroupe des producteurs, des pépiniéristes, des chercheurs, et des représentants de Ferrero. Selon M. Kelly, il se cultive à peine 20 ha de noisettes dans la province, alors qu'il y a de la place pour en cultiver 8000. Les profits estimés de la culture de noisettes sont de quelque 5000 \$ l'hectare.

LE SALAIRE MINIMUM, LA BÊTE NOIRE DES ENTREPRENEURS

En juin dernier, l'Ontario a haussé le salaire minimum des ouvriers agricoles de 10,25 \$ à 11 \$ l'heure. Les producteurs ontariens emploient 15 000 travailleurs saisonniers, surtout dans le secteur horticole. « Cette augmentation de salaire va toucher directement nos producteurs et acculer certains à la faillite », déplore John Kelly. Pour contrecarrer cette hausse, il faut que les producteurs maîtrisent leurs coûts de production, mécanisent, promeuvent les normes sévères de salubrité qui existent au Canada ainsi que les pratiques durables de la production à la ferme, affirme-t-il.

Outre l'enjeu d'un salaire concurrentiel, le système fiscal devra être modifié pour encourager la transformation à la ferme. « En ce moment, un producteur qui désire par exemple transformer ses fruits en confiture est pénalisé, parce que sa petite usine est taxée au même titre qu'un grand industriel », soutient Mark Wales, président de la Fédération de l'agriculture de l'Ontario, la plus grosse organisation agricole volontaire de la province, avec ses 35 000 membres. À l'instar

des grands transformateurs, le gouvernement ontarien devra se pencher sur une solution pour atténuer les coûts de l'énergie et de l'eau (d'irrigation, entre autres) à la ferme, s'il veut atteindre ses objectifs.

REEMPLACER LA CALIFORNIE ?

L'Ontario peut-elle remplacer en partie la Californie comme le bol de fruits et légumes de l'Amérique du Nord ? Depuis plusieurs années, le « Golden State » est aux prises avec de très graves problèmes de sécheresse dus aux changements climatiques. « Oui ! De nombreuses entreprises américaines nous courtisent en tant que nouvelles sources d'approvisionnement », affirme John Kelly, qui préfère taire le nom de ces entreprises tant que les accords commerciaux ne sont pas concrétisés. Même si Heinz a quitté la province, l'Ontario compte sur son abondance d'eau pour perpétuer, par exemple, sa production de tomates (l'usine Heinz a été rachetée par la société canadienne Highbury Canco).

Par ailleurs, la première ministre Wynne a annoncé l'allocation d'un fonds de 400 millions \$ voué surtout à l'innovation du secteur de la transformation alimentaire, soit 40 millions par année répartis sur les prochains 10 ans. « Nous sommes en train de peaufiner les détails de notre stratégie, indique Steve Peters. Celle-ci devrait être prête cet automne. »

L'Ontario vise certes à remplacer les importations de légumes du monde par une production locale. Mais elle entend aussi se servir de la demande du grand Toronto comme d'un tremplin pour conquérir les marchés indiens et chinois. L'objectif : diversifier la destination de ses exportations agroalimentaires, dont 80 %, pour le moment, vont aux États-Unis.

L'Ontario remportera-t-il son pari ? La province compte plusieurs faits d'armes à son actif. Elle a su développer une industrie vinicole prospère, le climat de la péninsule du Niagara s'y prêtant. Le chiffre d'affaires annuel généré par ses vignobles surpasse les 100 millions \$. Même chose pour le ginseng produit sur les anciennes terres à tabac autour du lac Érié et dont les ventes en Asie explosent. Pas impossible donc que la grosse ferme d'à côté remporte son pari. ►

La grosse ferme d'à côté en chiffres

Superficie de terres agricoles

Ontario : 5 126 633 ha
Québec : 3 462 936 ha

(Sources : Statistique Canada 2006, MAAARO 2011)

Nombre de fermes et d'exploitants

Ontario : 51 950 fermes, 74 480 exploitants
Québec : 29 079 fermes, 41 936 exploitants

(Sources : MAAARO 2011, UPA 2012)

Transformation alimentaire

Ontario : plus de 3000 usines, 730 000 emplois, génère 34 milliards \$, 65 % de la production ontarienne transformée dans la province
Québec : 2000 usines, 165 000 emplois, génère 22,3 milliards \$, 70 % de la production agricole transformée dans la province

(Sources : Ontario Alliance Food Processors, CTAC)

Exportations agroalimentaires

Ontario : 11,86 milliards \$ (pain à cacheter, soya, maïs, pelleteries, biscuits, porc, tomates)
Québec : 6,1 milliards \$ (porc, soya, cacao, produits de l'érable, huile végétale)

(Sources : MAAARO 2013, MAPAQ 2012)

Importations agroalimentaires

Ontario : 21,12 milliards \$ (2013) (grains, légumes, boissons, viande rouge, huile végétale)
Québec : 5,23 milliards \$ (2012) (boissons, alcool, cacao, noix et fruits frais, poissons, fruits de mer)

(Sources : MAAARO 2013, MAPAQ 2012)

Surplus/déficit de la balance commerciale agroalimentaire

Ontario : - 9,26 milliards \$ (2013)
Québec : + 870 millions \$ (2012)

(Sources : MAAARO 2013, MAPAQ 2012)

Industrie vinicole

Ontario : 130 vignobles (80 % de la production canadienne), 2835 ha (7000 acres), récolte de 78 000 tm de raisin, chiffre d'affaires de 100 millions \$
Québec : 67 vignobles, 500 ha, récolte et chiffre d'affaires non accessibles

Vineland, au cœur de la stratégie horticole de l'Ontario

Depuis 2011, la Vineland Growers Co-operative distribue et coordonne la distribution de la variété canadienne Sundown (petite poire à la peau verte ferme et à la chair sucrée) dans l'est du Canada et de 70 % des poires en Ontario. La Sundown est le résultat d'une entente commerciale entre la coopérative et le Centre de recherche et d'innovation de Vineland (CRIV). Celui-ci compte aussi dans sa trousse de nouvelles variétés de pêches, de nectarines et de prunes mises au point en collaboration avec l'Université de Guelph, avec Agriculture et Agroalimentaire Canada ou encore avec le ministère de l'Agriculture de l'Ontario.

L'équipe du CRIV planche également sur la sélection de variétés de patates douces, une culture très prometteuse; sur un procédé de séchage du raisin appelé *appassimento*, l'Ontario abritant la plus importante industrie vinicole au pays; sur la production en serre de tomates, de concombres et de poivrons, la province abritant la plus importante production de légumes en serre d'Amérique du Nord. Et elle engrange la moitié des revenus provenant de la floriculture et de la production en pépinière cultivées au Canada.

Le P^r Jim Brandle

n'hésite pas à dépêcher un de ses hommes pour ramener à la station des variétés de pommes de la Nouvelle-Zélande, de l'État de Washington, de la Belgique et de la Colombie-Britannique, afin de voir comment elles poussent et de faire des croisements. « Les importations de pommes augmentent, alors que notre production diminue, dit-il. Il y a quelque chose qui cloche dans cette équation. » L'objectif est de remplacer d'ici quelques années deux variétés de pommes sur les sept importées et d'en trouver de nouvelles.



PHOTOS : CRIV



Le tout dernier bébé du CRIV est la construction d'une serre ultramoderne d'une superficie de 0,4 ha et axée sur la robotique. Si l'on a construit des moissonneuses-batteuses pour récolter le grain, c'est un tout autre défi dans le secteur horticole, explique le P^r Brandle. On met donc au point dans cette serre des robots pour planter des bulbes de tulipes ou encore couper des tiges. Certains robots existent déjà pour récolter des champignons ! « La mécanisation fait partie de l'innovation, dit-il. En horticulture, la main-d'œuvre représente de 40 à 60 % des frais d'exploitation. » Il espère commercialiser un jour ses robots pour permettre à ce secteur de ne plus reposer sur la main-d'œuvre étrangère et d'être ainsi plus concurrentiel. Il envisage même d'exporter dans le reste du monde ses machines « *made in Canada* ».

« La prospérité de l'Ontario et du Québec passe par une collaboration entre nos deux provinces »

Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales de l'Ontario, Jeff Leal est l'homme désigné par la première ministre ontarienne pour mettre en place sa stratégie agroalimentaire. Lors d'une entrevue téléphonique exclusive d'une demi-heure, il nous a livré l'ADN de cette stratégie. Et il entend développer l'agriculture ontarienne avec son homologue québécois, Pierre Paradis.



Jeff Leal,
ministre de l'Agriculture,
de l'Alimentation et
des Affaires rurales
de l'Ontario

Le Coopérateur agricole : La première ministre de l'Ontario, Kathleen Wynne, semble considérer le secteur agricole comme un moteur économique aussi important que l'industrie automobile. Est-ce le cas ?

Jeff Leal : Il n'y a aucun doute que l'agriculture est devenue un des fers de lance de l'économie ontarienne depuis une ou deux décennies. Ce secteur contribue à raison de 34 milliards \$ au PIB de la province et génère 740 000 emplois. Oui, il rivalise avec le secteur automobile, qui a connu une profonde mutation depuis la crise économique de 2008-2009. Le secteur agroalimentaire n'est pas seulement prometteur économiquement pour l'Ontario, où la première ministre veut créer 120 000 nouveaux emplois d'ici 2020, mais aussi pour le Québec.

Vous comptez aussi réduire le déficit commercial agroalimentaire de la province, qui est de 9 milliards \$. Quelle est votre stratégie pour réaliser cet objectif ?

Quand on parle d'alimentation, pas un pays n'a aussi bonne réputation que le Canada. On voit de nouvelles classes émergentes poindre en Chine et en Inde. Mais on n'a pas une grande présence en Afrique, en dehors de la francophonie. On se doit d'être plus dynamiques pour promouvoir les produits transformés du Canada, de l'Ontario et du Québec. On reconnaît tous que les États-Unis sont notre plus important partenaire commercial, mais on doit se diversifier. Si j'en crois le premier ministre Harper, l'accord avec l'Union européenne offrira des occasions d'affaires, mais ça reste à voir.

Si je comprends bien, l'Ontario va chercher à diversifier ses exportations agroalimentaires, qui, pour le moment, vont à 80 % aux États-Unis ?

Oui. La première ministre Wynne et mon collègue Michael Chan, ministre de l'Immigration, de la Citoyenneté et du Commerce international, doivent se rendre en Chine fin octobre, début novembre. Et M^{me} Wynne entend utiliser les projecteurs nécessaires pour assurer la visibilité de nos entreprises agroalimentaires dans cet énorme marché.

La Fédération de l'agriculture de l'Ontario dit que ses membres sont capables d'atteindre les objectifs de la première ministre, à trois conditions : l'accès à une énergie moins coûteuse, une réforme de la fiscalité et des salaires concurrentiels pour les ouvriers agricoles. Comment comptez-vous répondre à ces trois demandes ?

Le secteur énergétique est un élément clé de notre plateforme électorale, pour lequel les Ontariens nous ont élus le 12 juin dernier. Nous avons l'intention de développer un réseau d'infrastructures de gaz naturel en partenariat avec Enbridge et Union Gas, pour approvisionner les collectivités rurales et les producteurs dans tout l'Ontario.

Qu'en est-il de la possibilité d'importer de l'électricité du Québec pour approvisionner à moindre coût les collectivités rurales et les producteurs ontariens ?

Nos premiers ministres, M. Couillard et M^{me} Wynne, ont de sérieuses discussions sur ce sujet depuis plusieurs mois. Je crois que le Canada a besoin d'infrastructures nationales d'est en ouest pour approvisionner le pays en électricité et que l'Ontario et le Québec ont un rôle important pour concrétiser ce projet.

Revenons à la réforme fiscale pour les producteurs. Si, par exemple, un horticulteur décide de transformer ses fruits en confiture, sa petite usine est taxée au même taux qu'un grand industriel. Quelles solutions envisagez-vous ?

Mon ministère travaille avec la Fédération de l'agriculture de l'Ontario pour faire les changements appropriés, et nous allons continuer de le faire.

Qu'en est-il de la récente hausse du salaire minimum ?

L'enjeu actuel est le Programme des travailleurs étrangers temporaires, sous autorité fédérale, et pour lequel nous sommes en discussion. Ce programme a un impact certain sur nos entreprises de transformation et de congélation alimentaires, surtout dans le grand Toronto.

Quelle est l'importance du secteur horticole dans votre stratégie ?

Il est très important. Plus nous allons promouvoir et mettre en évidence nos fruits et légumes produits localement et aider à conscientiser les consommateurs, mieux ce sera. On encourage les gens à acheter dans les marchés champêtres. À titre d'exemple, nous avons depuis le mois de mai un projet-pilote de ventes de vins ontariens dans ces marchés, et à ce jour, il s'en est vendu pour un quart de million de dollars.

Le programme « Ontario, terre nourricière » est donc stratégique pour vous ?

Pour vous donner une idée de son importance, la reconnaissance de la marque « Ontario, terre nourricière » dans notre province est à égalité avec celle de McDonald's.

Je reviens à la récente hausse du salaire minimum à 11 \$ l'heure pour les ouvriers agricoles. Les producteurs de fruits et légumes de l'Ontario disent qu'ils ne peuvent pas transférer cette hausse aux consommateurs et qu'il y va de la survie de leurs entreprises.

Nous sommes très sensibles à l'accroissement du salaire minimum et à ses impacts. Nous continuons nos discussions avec les principales organisations agricoles de la province.

Envisageriez-vous de faire pression pour qu'on ferme la frontière pendant un certain temps de l'année afin de permettre aux producteurs ontariens d'écouler leurs fruits et légumes à bon prix ?

Nous devons être prudents. Le Canada est une nation commerçante, et toutes les provinces dépendent du commerce international. Déclencher une guerre commerciale peut avoir de sérieuses répercussions. Prenons par exemple la situation actuelle en Ukraine, qui a amené la Russie à imposer un embargo sur le porc canadien. On veut éviter ce genre de situation, et c'est pourquoi nous encourageons nos serriculteurs à produire plus de fruits et légumes pour approvisionner le marché au cours des quatre saisons de l'année.

Plusieurs usines de multinationales, telles celles de Kellogg et de Heinz, ont quitté récemment l'Ontario, et des usines de transformation de viande ont aussi mis la clé sous la porte. Quelles en sont les raisons et que comptez-vous faire pour les retenir ?

Plusieurs de ces sociétés ont bénéficié du taux de change quand le dollar canadien valait 63 ¢ US. C'était un escompte de 40 %, qui masquait un manque de compétitivité et d'investissement. Mais j'ai visité récemment l'usine de Bonduelle, reconstruite après un très gros incendie. Grâce aux investissements en technologie et procédés, l'usine fournit tous les légumes en conserve des marques Green Giant et President's Choice en Amérique du Nord. Ce sont des initiatives comme celle-là que nous voulons seconder avec notre fonds de 40 millions \$ voué à la transformation alimentaire.

Quel est ce fonds ?

Nous avons annoncé ce fonds annuel de 40 millions \$ pour appuyer la transformation alimentaire – 400 millions sur 10 ans – lors de notre dernier budget, approuvé par le Parlement en juillet. Nous croyons que c'est un moyen d'assurer le succès de notre industrie et de permettre l'atteinte de l'objectif de la première ministre de créer 120 000 emplois d'ici 2020.

Croyez-vous que l'Ontario peut, totalement ou en partie, remplacer la Californie en tant que bol de fruits et légumes de l'Amérique du Nord, en raison des sérieux problèmes de sécheresse du « Golden State » ?

Les changements climatiques ont un gros impact sur la Californie, et les sécheresses consécutives transforment certains de ses plans d'eau en lacs salés. L'Ontario cherche énergiquement de nouveaux marchés, et si l'on cogne à notre porte pour nous demander de répondre à une demande américaine ou mondiale, nous serons prêts.

L'Ontario et le Québec ont signé un Accord de commerce et de coopération en 2009. Qu'aimeriez-vous voir dans ce partenariat ?

Nous croyons que la prospérité de l'Ontario et du Québec passe par une collaboration entre nos deux provinces. J'ai discuté avec le ministre Pierre Paradis et nous avons ciblé en particulier le nord-est de l'Ontario. Nous y faisons d'ambitieux travaux de drainage pour développer des terres agricoles. Nous voulons travailler avec le Québec, car nous avons un intérêt commun en agriculture.

D'autres intérêts communs ?

L'Ontario et le Québec sont les deux centres de la gestion de l'offre au pays. Nous devons être vigilants pour que ce système ne serve pas de monnaie d'échange à l'avenir. ■